Votre demande est à adresser à ASAC FAPES
31 rue des Colonnes du Trône - 75603 Paris cedex 12
relationadherent@asac-fapes.fr

ER1
CODE PRODUIT 64000

CONTACTEZ-NOUS
01 44 67 25 00

ER1 DEMANDE DE RACHAT PARTIEL OU TOTAL

PAR VIREMENT BANCAIRE

Réf. Adhésion : ________________

1 I JE SOUSSIGNÉ(E)

ADHÉRENT / ASSURÉ

ÉTAT CIVIL

☐ M. ☐ Mme

Nom : ____________________________________

Prénom : ____________________________________

Nom de naissance : ____________________________________

Date de naissance : └─┴─┘ └─┴─┘ └─┴─┴─┴─┘

Lieu de naissance : ____________________________________ Dept.: └─┴─┘

Pays de naissance : ____________________________________

Adresse : ____________________________________

____

Code Postal : ______ Ville : ____________________

CONTACT

Tél. : ____________________________________

E-mail : ____________________________________

CO-ADHÉRENT / CO-ASSURÉ

ÉTAT CIVIL

☐ M. ☐ Mme

Nom : ____________________________________

Prénom : ____________________________________

Nom de naissance : ____________________________________

Date de naissance : └─┴─┘ └─┴─┘ └─┴─┴─┴─┘

Lieu de naissance : ____________________________________ Dept.: └─┴─┘

Pays de naissance : ____________________________________

Adresse : ____________________________________

____

Code Postal : ______ Ville : ____________________

CONTACT

Tél. : ____________________________________

E-mail : ____________________________________

2 I JE SOUHAITE

☐ EFFECTUER UN RACHAT PARTIEL(1) DE ____________________________ € OU ☐ DU MAXIMUM AUTORISÉ (1)

Documents à joindre : ☐ Photocopie d'une pièce d'identité de l'adhérent, en cours de validité
☐ Relevé d'Identité Bancaire au nom de l'adhérent (RIB)

(1) Minimum 150 € par rachat, aucune pénalité, ni frais contractuels. Solde minimum du capital à conserver après rachat : 450 €

☐ EFFECTUER LE RACHAT TOTAL

Documents à joindre : ☐ Photocopie d'une pièce d'identité de l'adhérent, en cours de validité
☐ Relevé d'Identité Bancaire au nom de l'Adhérent (RIB)
☐ Original de la demande d'adhésion valant certificat ou une attestation de perte

Nota : En cas de rachat total, les sommes restant dues au titre d'avance(s), capital et intérêts compris, seront déduites du capital constitué avant règlement par l'assureur.

☐ EFFECTUER DES RACHATS PARTIELS PÉRIODIQUES(2) DE____________________________ €

Périodicité des rachats périodiques : Date d'effet du 1er rachat : le 01 / ___ / _____

☐ **Mensuelle**

☐ **Trimestrielle :** ☐ janvier, avril, juillet, octobre ;
☐ février, mai, août, novembre ;
☐ mars, juin, septembre, décembre.

☐ **Semestrielle :** janvier, juin

☐ **Annuelle**

Documents à joindre : ☐ Photocopie d'une pièce d'identité de l'adhérent, en cours de validité
☐ Relevé d'Identité Bancaire au nom de l'adhérent (RIB)

(2) Les rachats partiels sont possibles pour un minimum de 150 € par rachats et ne supportent aucune pénalité, ni frais contractuels. Il est toutefois nécessaire de laisser subsister un capital disponible de 450 € pour maintenir l'adhésion. Les rachats sont effectués à effet du 1er du mois. Toutefois, en raison des arrêtés comptables de fin d'année, les rachats prévus au 1er janvier sont ordonnancés à effet du 16 décembre de l'exercice précédent.

Signature en page 2 ☐☐☐

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion. En vertu de la Loi Informatique et Libertés N° 78-17 du 16 janvier 1978 modifiée, l'Adhérent(e) peut demander communication et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur un fichier à l'usage d'ASAC-FAPES et d'Allianz, de ses mandataires, des réassureurs et des organismes professionnels concernés. Le droit d'accès et de rectification peut être exercé à l'adresse d'ASAC-FAPES figurant ci-dessus.

ASAC-FAPES est une marque de Fapes Diffusion, 31 rue des Colonnes du Trône - 75012 Paris — SAS au capital social de 2 688 393€ — RCS Paris B421 040 544 — Enregistrée auprès de l'ORIAS n° 07 000 759 (www.orias.fr) en qualité de courtier en assurance (catégorie B au titre de l'article L520-1 II du Code des assurances), de courtier en opérations de banque et services de paiement et de mandataire non exclusif en

opérations de banque et services de paiement — Service réclamation : 31 rue des colonnes du trône 75012 Paris - E : reclamation@asac-fapes.fr Tél : 01 44 67 25 90 numéro de téléphone non surtaxé — Placée sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 61 rue Taitbout – 75436 Paris Cedex 09..

3 I OPÉRATIONS DE SORTIE DE FONDS

- ☐ Renonciation = ou > 10 K€
- ☐ Règlement de la prestation par virement vers l'étranger
- ☐ Emprunteur différent du souscripteur ou prêteur établi à l'étranger
- ☐ Rachat précoce = ou > 10 K€
- ☐ Rachat = ou > 150 K€ (unitaire ou en cumul sur 12 mois glissants. Le cumul s'apprécie par foyer fiscal)

PRÉCISER LE MOTIF DE L'OPÉRATION DE DÉSINVESTISSEMENT / DESTINATION DES FONDS

(ex : transmission patrimoniale, couverture de prêt, acquisition immobilière)

_ _

_ _

_ _

_ _

Article 441-1 du Code Pénal : Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

4 I EN CAS D'IMPOSITION DES PRODUITS (voir dispositions fiscales en vigueur)

J'OPTE POUR

- ☐ la déclaration des produits (plus-values constatées) dans ma déclaration annuelle des revenus (IRPP).
- ☐ le prélèvement forfaitaire libératoire à la source.

Quelle que soit l'option choisie, les prélèvements sociaux seront directement prélevés par l'assureur. En cas d'absence de réponse à cette question, les produits générés par les versements réalisés avant le 27/09/2017 et soumis à taxation, seront automatiquement à intégrer à votre déclaration annuelle de revenus et soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

5 I SIGNATURE(S)

Fait à : ______________________________, le : └┴┘ └┴┘ └┴┴┴┘

Adhérent / Assuré	Co-adhérent / Co-assuré

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion. En vertu de la Loi Informatique et Libertés N° 78-17 du 16 janvier 1978 modifiée, l'Adhérent(e) peut demander communication et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur un fichier à l'usage d'ASAC-FAPES et d'Allianz, de ses mandataires, des réassureurs et des organismes professionnels concernés. Le droit d'accès et de rectification peut être exercé à l'adresse d'ASAC-FAPES figurant ci-dessus.

ASAC-FAPES est une marque de Fapes Diffusion, 31 rue des Colonnes du Trône - 75012 Paris — SAS au capital social de 2 688 393€ — RCS Paris B421 040 544 — Enregistrée auprès de l'ORIAS n° 07 000 759 (www.orias.fr) en qualité de courtier en assurance (catégorie B au titre de l'article L520-1 II du Code des assurances), de courtier en opérations de banque et services de paiement et de mandataire non exclusif en

opérations de banque et services de paiement — Service réclamation : 31 rue des colonnes du trône 75012 Paris - E : reclamation@asac-fapes.fr Tél : 01 44 67 25 90 numéro de téléphone non surtaxé — Placée sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 61 rue Taitbout – 75436 Paris Cedex 09..

Fiche confidentielle de renseignements

Allianz

Cette fiche est destinée à répondre aux obligations légales de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en application des articles L561-2 et suivants du Code Monétaire et Financier.

Toutes les données présentes dans cette fiche doivent être renseignées L'absence de complétude donnera lieu à une instance ou un rejet.

N° du contrat / proposition : .....

Identification et situation professionnelle du client (à compléter obligatoirement)

Etat civil

Nom ..... Nom de naissance .....

Prénom(s) ..... Date de naissance |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

Lieu de naissance (pays) ..... Nationalité .....

Adresse .....

Code postal |_|_|_|_|_| Commune .....

Situation familiale : ❒ Célibataire ❒ Pacsé(e) ❒ Marié(e) ❒ Divorcé(e) ❒ Veuf(ve)

Régime matrimonial : ❒ Communauté légale ❒ Communauté universelle ❒ Séparation de biens ❒ Autre (à préciser) .....

Situation professionnelle

Profession précise ..... Secteur d'activité .....

Si retraité, dernière profession exercée ..... Secteur d'activité .....

Si sans activité, dernière profession exercée ..... Secteur d'activité .....

Personne Politiquement Exposée

Exercez-vous ou avez-vous cessé d'exercer depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante (cf. verso) ?

❒ OUI ❒ NON

Si OUI :

Quelle fonction exercez-vous ? ..... Dans quel pays ? .....

Un membre direct de votre famille ou une personne connue pour vous être étroitement associée exerce t-elle ou a t-elle cessé d'exercer depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

❒ OUI ❒ NON

Si OUI :

Identité de la personne ..... Lien avec le souscripteur .....

Quelle fonction ? ..... Dans quel pays ? .....

Pays de résidence fiscale ❒ France ❒ Autre (préciser) .....

FATCA : Etes-vous soumis à des obligations fiscales aux États-Unis ou êtes-vous citoyen américain ? ❒ OUI* ❒ NON

* Si OUI, veuillez joindre à la demande de souscription le formulaire W-9 complété et signé.

CRS : Etes-vous soumis à des obligations fiscales dans un autre pays ? ❒ OUI** ❒ NON

** Si OUI, veuillez nous communiquer le nom du (des) pays et le numéro fiscal correspondant (si le pays en communique un) :

Pays : ..... N° NIF : .....

Pays : ..... N° NIF : .....

Pièces justificatives d'identité en cours de validité à joindre au dossier (obligatoire)

Identité du souscripteur personne physique : ❒ Carte Nationale d'Identité ❒ Passeport ❒ Titre de séjour

Ou, sur dérogation : ❒ Carte d'invalidité ou Extrait d'acte de naissance de moins de 3 mois (incapables majeurs) ❒ Livret de famille (incapables mineurs)

Identité du payeur ou emprunteur si différent du souscripteur : (Préciser l'identité de payeur ou de l'emprunteur, ainsi que le lien existant avec le souscripteur)

.....

Si personne physique : ❒ Carte Nationale d'Identité ❒ Passeport ❒ Titre de séjour

Ou, sur dérogation : ❒ Carte d'invalidité ou Extrait d'acte de naissance de moins de 3 mois (incapables majeurs) ❒ Livret de famille (incapables mineurs)

Si personne morale : ❒ Extrait Kbis < 3 mois **ET** ❒ Pièce d'identité du représentant légal de la personne morale

DIC20344 - V09/18

Profil financier (à compléter obligatoirement)

Revenus annuels nets du foyer fiscal (N-1)

❒ < à 25 000 € ❒ de 25 000 à 50 000 € ❒ de 50 000 à 75 000 € ❒ de 75 000 € à 100 000 € ❒ de 100 000 à 150 000 €

❒ Si > 150 000 €, préciser le montant des revenus .....

Estimation du patrimoine du foyer fiscal (N-1)

❒ < à 100 000 € ❒ de 100 000 à 300 000 € ❒ de 300 000 à 500 000 € ❒ de 500 000 € à 750 000 € ❒ de 750 000 à 1 000 000 €

❒ Si > 1 000 000 €, préciser le montant du patrimoine .....

Composition du patrimoine

Patrimoine immobilier ..... % Patrimoine financier ..... % Patrimoine professionnel ..... %

Quel pourcentage de votre patrimoine représente la somme à investir ? ..... %

Objectif de l'investissement

❒ Se constituer une épargne / valoriser son patrimoine

❒ Disposer de revenus complémentaires à court terme

❒ Disposer de revenus complémentaires à moyen terme

❒ Transmettre son patrimoine

❒ Autres (à préciser) .....

Opérations d'entrée de fonds

❒ Versement effectué par une Personne Politiquement Exposée

❒ Versement effectué par un résident fiscal étranger

❒ Payeur différent du souscripteur

❒ Versement provenant d'une donation dés le 1er €

❒ Versement provenant d'un rapatriement d'avoirs détenus à l'étranger dés le 1er €

❒ Versement provenant d'un gain aux jeux ou de la vente d'une œuvre d'art dés le 1er €

❒ Versement provenant d'une vente immobilière = ou > 100 K€

❒ Versement = ou > 150 K€ (unitaire ou en cumul sur 12 mois glissants. Le cumul s'apprécie par foyer fiscal)

❒ Versement = ou > 50% du patrimoine global (unitaire ou en cumul sur 12 mois glissants)

Montant du versement ..... **€**

Origine des fonds : origine des fonds déclarative sauf pour les versements soumis à un examen approfondi (cf. cas cités ci-dessus) pour lesquels il convient de joindre au dossier les justificatifs d'origine des fonds (cf. liste des pièces acceptées au verso).

❒ Donation

❒ Succession

❒ Rachat de contrat d'assurance vie

❒ Rachat de compte titres / PEA

❒ Gain aux jeux

❒ Distribution de dividendes

❒ Remboursement de CAT

❒ Accumulation d'épargne

❒ Vente d'un bien immobilier

❒ Cession de parts sociales

❒ Revenus professionnels exceptionnels (prime, bonus, intéressement…)

❒ Indemnités diverses (licenciement, divorce, invalidité)

❒ Remboursement de compte courant d'associé

❒ Vente d'œuvre d'art

❒ Autres .....

.....

.....

.....

.....

Préciser la nature et la date de la transaction à l'origine de l'épargne investie (ex : vente d'une pharmacie réalisée le jj/mm/aaaa, remboursement de compte courant d'associés effectué le jj/mm/aaaa) :

.....

.....

.....

.....

.....

DIC20344 - V09/18

Opérations de sortie de fonds

❒ Renonciation = ou > 10 K€
❒ Avance précoce = ou >10 K€
❒ Règlement de la prestation par virement vers l'étranger
❒ Emprunteur différent du souscripteur ou prêteur établi à l'étranger
❒ Rachat précoce = ou > 10 K€
❒ Rachat ou avance = ou > à 150 K€ (unitaire ou en cumul sur 12 mois glissants. Le cumul s'apprécie par foyer fiscal)

Préciser le motif de l'opération de désinvestissement / destination des fonds (ex : transmission patrimoniale, couverture de prêt, acquisition immobilière) :

.....

.....

.....

.....

.....

Article 441-1 du Code Pénal : Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Fait à ....., le |__|__|__|__|__|__|__|__|

Signature du client précédée de la mention « lu et approuvé » :	Identification du partenaire : ..... Code et cachet du Conseiller : ..... Signature du Conseiller :

La protection de vos données personnelles

Nous recueillons vos données personnelles et les utilisons dans le cadre de la Lutte Anti-Blanchiment, de la loi du Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) et du Common Reporting Standard (CRS). Elles sont destinées aux entreprises du Groupe Allianz et à votre intermédiaire en assurance.

Vous gardez bien sûr tout loisir d'y accéder, de demander leur modification, rectification, portabilité, effacement et de vous opposer à leur utilisation (loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 et Code monétaire et financier). Pour cela, il vous suffit :

- d'adresser un courrier à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), dans le cadre de la lutte anti-blanchiment,
- d'adresser un mail à informatiqueetliberte@allianz.fr ou un courrier à l'adresse Allianz – Informatique et Libertés – Case courrier S1805 – 1 Cours Michelet – CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex dans le cadre du FATCA et du CRS. A cette même adresse, vous pouvez contacter le responsable des données personnelles pour toute information ou contestation.

Liste et définition des Personnes Politiquement Exposées (Art R561-18)

1. Les personnes qui exercent ou ont cessé d'exercer depuis moins d'un an, une fonction politique, juridictionnelle ou administrative parmi les fonctions suivantes :

- Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission Européenne
- Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ou d'un parti ou groupement politique étranger
- Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours
- Membre d'une cour des comptes
- Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale
- Ambassadeur ou chargé d'affaire
- Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée
- Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique
- Directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein.

DIC20344 - V09/18

Allianz Vie
Entreprise régie par le Code des assurances
Société anonyme au capital de 643.054.425 €

1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex
340 234 962 RCS Nanterre
www.allianz.fr

Liste et définition des Personnes Politiquement Exposées (Art R561-18)

2. Les personnes connues pour être des membres directs de la famille d'une personne visée au 1 :

- Le conjoint ou le concubin notoire
- Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère
- Les enfants, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère
- Les ascendants au premier degré.

3. Les personnes connues pour être étroitement associées à une personne visée au 1 :

- Les personnes physiques qui, conjointement avec la personne mentionnée au 1, sont bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger
- Les personnes physiques qui sont les seuls bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger connu pour avoir été établi au profit de la personne mentionnée au 1
- Toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec la personne mentionnée au 1.

Liste des pièces justificatives

FAIT GÉNÉRATEUR	JUSTIFICATIFS ORIGINE DES FONDS	INFORMATIONS devant apparaître sur le justificatif	FLUX FINANCIER associé au fait générateur (1)
DONATION	– Acte notarié de donation – Déclaration 2735 de don manuel (visé par l'administration fiscale)	– Identité des donateur et donataire – Lien de parenté existant entre donateur et donataire – Nature de la donation – Date de la donation – Montant de la donation	Relevé de compte bancaire du donataire faisant apparaître le crédit des fonds correspondant au montant de la donation
SUCCESSION	– Cerfa 2705 de déclaration de succession tamponné par le notaire – A défaut, l'acte/attestation notarié de succession tamponné par le notaire	– Date du décès – Identité de la personne décédée – Identité du bénéficiaire/héritier – Montant perçu par le bénéficiaire/ héritier	Relevé de compte bancaire du bénéficiaire faisant apparaître le règlement de la part de succession lui revenant
RACHAT DE CONTRAT ASSURANCE VIE	– Avenant de rachat du contrat d'assurance vie – A défaut, lorsque l'avenant n'est pas encore émis, le relevé de situation du contrat racheté au 31/12/N-1 + demande de rachat	– Nom de la compagnie d'assurance dépositaire du contrat – N° du contrat – Date de souscription – Montant du rachat – Identité du bénéficiaire	Relevé de compte bancaire faisant apparaître le crédit des fonds issus du rachat (libellé du virement comportant le nom de la compagnie d'assurance)
VENTE IMMOBILIÈRE	– Acte de vente signé par les intervenants – A défaut, l'attestation notariée de cession immobilière – En présence de plusieurs vendeurs, le décompte vendeur	– Date de la vente – Objet de la vente – Prix de la vente – Identité de l'acquéreur et du ou des vendeur(s)	Relevé de compte bancaire faisant apparaître le virement de la SCP correspondant au prix de cession
CESSION DE PARTS SOCIALES	– Acte de cession de parts sociales signé par les intervenants et visé par l'administration fiscale – A défaut, le CERFA 2759 de cession de droits sociaux signé par les intervenants et visé par l'administration fiscale	– Nature et date de la cession – Nom et n° Siret de la société vendue – Prix de la vente – Identité de l'acquéreur et du ou des vendeur(s)	Relevé de compte bancaire faisant apparaître le paiement du prix de cession des parts sociales
REVENUS PROFESSIONNELS EXCEPTIONNELS	– Fiche de paie sur laquelle apparaît le versement de la prime, du bonus, de l'intéressement, de la participation – Justificatif de levée d'option	– Date et montant des revenus exceptionnels – Identité du bénéficiaire de ces revenus exceptionnels	Relevé de compte bancaire faisant apparaître le virement correspondant aux revenus reçus

(1) **Point de vigilance :** ce flux financier pourra être à compléter par des relevés bancaires intermédiaires en fonction du temps écoulé entre la date du fait générateur et l'investissement sur le contrat d'assurance vie.

Liste des pièces justificatives

FAIT GÉNÉRATEUR	JUSTIFICATIFS ORIGINE DES FONDS	INFORMATIONS devant apparaître sur le justificatif	FLUX FINANCIER associé au fait générateur (1)
INDEMNITÉS DIVERSES	– **Indemnité transactionnelle de licenciement :** protocole transactionnel ou fiche de paye faisant apparaitre l'indemnité de licenciement – **Indemnité de divorce :** la convention de divorce par consentement mutuel + l'attestation de dépôt au rang des minutes du notaire OU le jugement de divorce homologuant la convention de divorce – **Indemnité d'invalidité :** transaction signée entre les parties, OU courrier de la compagnie d'assurance confirmant le montant perçu au titre de l'indemnité, ou jugement du tribunal	– Date et montant de l'indemnité – Identité du bénéficiaire de l'indemnité	Relevé de compte bancaire faisant apparaître le virement ou la remise du chèque correspondant au montant de l'indemnité perçue
REMBOURSEMENT DE COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ	– PV d'assemblée générale autorisant le remboursement de compte courant d'associé ET le dernier bilan financier de la société permettant de constater l'existance du CCA – A défaut, une attestation de l'expert-comptable	– Date du remboursement du compte courant d'associé – Nom de la société détentrice du CCA – Identité du bénéficiaire – Montant revenant au bénéficiaire	Relevé de compte bancaire faisant apparaître le virement correspondant au remboursement du CCA (point d'attention sur le libellé du virement - identité de la société émettrice du règlement)
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	– PV d'assemblée générale autorisant la distribution de dividendes – A défaut, une attestation de l'expert-comptable	– Date de la distribution de dividendes – Nom de la société distribuant les dividendes – Identité du bénéficiaire – Montant revenant au bénéficiaire	Relevé de compte bancaire faisant apparaître le virement correspondant au paiement des dividendes (libellé du virement comprenant le nom de la société émettrice du règlement)
GAINS AUX JEUX	– Copie du chèque de la Française des Jeux, du PMU ou autre opérateur agréé	– Nom de l'organisme de jeu – Identité du gagnant – Date et montant du gain aux jeux	Relevé de compte bancaire faisant apparaître le virement ou l'encaissement du chèque correspondant au paiement des gains
VENTE D'ŒUVRE D'ART	**Vente par l'intermédiaire d'une maison de vente :** – Facture ou attestation de vente émise par la maison de vente **Vente de gré à gré :** – Contrat de vente signé des 2 parties + acte de propriété de l'œuvre précisant la date d'acquisition par le vendeur – A défaut, la facture de vente Dans les 2 cas précités, si la cession est > à 5000€ , l'acte de cession devra être accompagné du CERFA 10251*15 visé par l'administration fiscale	– Date de la vente – Identité de l'acquéreur et du vendeur – Nom de l'œuvre et identité de l'artiste – Prix de cession	Relevé de compte bancaire faisant apparaître le paiement du prix de la vente
ACCUMULATION D'ÉPARGNE	– Dernier avis d'imposition ET – Dernier bulletin de salaire ET – Relevés de compte sur 6 derniers mois		
REMBOURSEMENT DE CAT	– Bulletin de souscription du CAT. A défaut, le relevé banacire permettant de constater la souscription du CAT – ET Avenant de remboursement de CAT A défaut, le relevé de compte permettant de constater le remboursement du CAT	– Numéro du CAT – Identité du souscripteur du CAT – Date de souscription du CAT – Montant du remboursement du CAT	Relevé de compte bancaire permettant de constater le remboursement du CAT
RACHAT COMPTE TITRES / PEA	Relevé de portefeuille faisant apparaître le rachat des titres	– Numéro du compte titre – Identité du souscripteur – Date d'ouverture / durée de détention des titres – Montant du rachat des titres	Relevé de compte bancaire permettant de constater le crédit des fonds relatif au rachat des titres

(1) **Point de vigilance :** ce flux financier pourra être à compléter par des relevés bancaires intermédiaires en fonction du temps écoulé entre la date du fait générateur et l'investissement sur le contrat d'assurance vie.

Allianz Vie
Entreprise régie par le Code des assurances
Société anonyme au capital de 643.054.425 €
1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex
340 234 962 RCS Nanterre
www.allianz.fr

DIC20344 - V09/18